Réponse de la Municipalité

**à l'interpellation de Monsieur Claude-Alain Voiblet
déposée le 26 février 2013**

« Hôtel de Ville ou salle de spectacle pour les proches de la Municipalité ! »

Rappel de l'interpellation

Ces derniers jours, l'Hôtel de Ville de Lausanne et en particulier la fresque du Major Davel, ont servi de décor à la réalisation d'une série de photographies de personnalités dans le cadre de la semaine internationale de l'intégration.

C'est dans ce contexte que la compagne d'un élu à la Municipalité, par ailleurs Syndic, a participé à ce projet « artistique de sensibilisation à la problématique de l'intégration ». Elle s'est mise en scène, se laissant photographier sans trop de pudeur, au cœur de l'Hôtel de Ville avec semble-t-il le consentement de son mari Syndic. Je ne me permettrai pas de juger de la qualité artistique de la démarche, mais on est en droit de s'interroger sur l'utilisation de biens patrimoniaux et culturels de la Ville pour de tels projets.

En effet dans le cas précité, la presse et les réseaux sociaux ont donné un large écho médiatique à cette démarche intéressante dans l'art de raconter des histoires pour valoriser son image ! Mais jusqu'où peut-on utiliser le patrimoine bâti ou culturel appartenant à la Ville pour la promotion d'institutions, d'associations ou de sa propre personne ?

Dans cette mise en scène médiatique, je reconnais volontiers l'esthétisme de la photo qui a déclenché mon intervention, cependant la barrière du sérieux, attendu de nos autorités, est cette-fois largement franchie...

*C.-A. Voiblet
Conseiller communal
8 janvier 2013*

Préambule

De nombreuses manifestations se déroulent au cours de l'année à l'Hôtel de Ville qui est séparé en 3 parties, à savoir :

- L'entrée, la salle des pas perdus et la salle des mariages qui sont d'un large accès public, quasiment sans restriction, sauf les soirs du Conseil communal.
- Les bureaux
- Les salles de commission ou de réunion, la salle de la Municipalité et la salle du Conseil communal

Comme chacun le sait, la salle du Conseil communal est un lieu public et même télévisé, d'accès restreint où les élus débattent des objets de la cité, certains d'entre eux y déployant une activité débordante avec des espoirs de retentissement médiatique parfois déçus.

En salle de la Municipalité, la présence des médias pour une brève prise de vue ou des photos est en principe tolérée. Même si la famille du syndic n'est plus locataire de l'Hôtel de Ville comme au 19^{ème} siècle, il est néanmoins accepté que le syndic ou un membre de la Municipalité se fasse photographier dans son lieu de travail ou pour une campagne compatible avec les objectifs de la Municipalité.

Quant aux couloirs et aux escaliers qui sont publics, des milliers de photos y sont prises chaque année lors de mariages, de visites de délégations officielles ou par les très nombreux touristes qui y transitent tout au long de l'année.

Il n'y a donc aucune raison qu'une conseillère communale, même si elle est l'épouse du syndic, ne puisse s'y faire photographier comme n'importe quel touriste.

La Municipalité tient enfin à préciser à Monsieur l'interpellateur que la campagne photographique à laquelle le syndic et son épouse ont accepté de participer est en faveur de la tolérance et non de l'intégration.

La Municipalité n'a pas à juger si le thème réel des photos renforce ou diminue le courroux de Monsieur l'interpellateur, mais elle s'identifie pleinement quant à elle, à une campagne en faveur de la tolérance.

Réponses aux questions posées

Ceci étant dit, la Municipalité répond comme suit aux questions posées par Monsieur l'interpellateur :

Question 1 : Quand l'autorisation officielle a-t-elle été délivrée par la Municipalité ou une autre autorité pour l'utilisation des locaux de l'Hôtel de Ville en vue de la réalisation de ce projet photographique ?

Même si un ancien syndic en fonction dans les années 80, avait coutume de dire qu'il avait tout juste le droit d'aller aux toilettes sans demander l'autorisation du Conseil communal ou de la Municipalité, la réalité est heureusement très différente.

Pour les raisons évoquées précédemment, aucune autorisation n'est nécessaire pour les photos faisant l'objet de l'interpellation. Si de telles règles existaient en pays de Vaud, elles montreraient une attitude d'intolérance contraire à la mentalité locale.

Question 2 : Le projet photographique de Petar Mitrovic est-il financé entièrement ou en partie par la Ville de Lausanne ?

Ce projet n'est pas du tout financé par la Ville. Il l'est au travers d'une association privée, qui récolte des fonds depuis près de deux ans.

Question 3 : Dans le cas présent, la mise en scène médiatique des membres de la Municipalité et de leur famille dans des bâtiments publics appartenant à la Ville n'est-elle pas un abus des biens publics ?

Pour les raisons évoquées précédemment, cela n'est pas le cas. Le raisonnement de l'interpellateur reviendrait à admettre que les membres de la Municipalité ont moins de droits que les citoyens ou les touristes étrangers. De plus, les personnes incriminées l'ont fait pour une campagne visant à favoriser la tolérance, sans avantage pécuniaire pour eux. Dite interpellation montre que ce but n'a pas été complètement atteint.

Question 4 : *Aujourd'hui, existe-t-il un cadre réglementaire dans l'utilisation à des fins privées des locaux de l'Hôtel de Ville ?*

Il ne saurait en exister sur la partie publique de l'Hôtel de Ville et il est admis, par toute personne de bon sens qu'un magistrat puisse se faire photographier dans son lieu de travail pour une cause honorable.

La Municipalité estime avoir ainsi largement répondu aux questions de Monsieur l'interpellateur.

Ainsi adopté en séance de Municipalité, à Lausanne le 7 mars 2013

Au nom de la Municipalité

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
Christian Zutter